

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du [Monde](#), est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos [conditions générales de vente](#).

Pour toute demande d'autorisation, contactez syndication@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

https://www.lemonde.fr/idees/article/2023/10/06/il-faut-engager-une-ambitieuse-strategie-agricole-entre-l-ukraine-et-l-europe-qui-ferait-de-cette-association-la-premiere-puissance-agricole-mondiale_6192851_3232.html

Le Monde - retour à la une

JJ. herve

- [Débats](#)
- [Guerre en Ukraine](#)

« Il faut engager une ambitieuse stratégie agricole entre l'Ukraine et l'Europe qui ferait de cette association la première puissance agricole mondiale »

[Tribune](#)

[Jean-Jacques Hervé](#)

[Conseiller du commerce extérieur de la France](#)

Jean-Jacques Hervé, conseiller du commerce extérieur de la France, souligne dans une tribune au « Monde » les effets déstabilisants de la guerre en Ukraine sur le prix du blé en Europe. Pour les pallier, un rapprochement entre Kiev et Bruxelles sur les questions agricoles est souhaitable, sans attendre une adhésion de l'Ukraine à l'Union européenne.

Publié aujourd'hui à 17h00 Temps de Lecture 4 min.

Article réservé aux abonnés

La Pologne entend interdire l'arrivée sur son territoire des céréales ukrainiennes, et menace de bloquer les livraisons d'armes à l'Ukraine. Certains observateurs européens s'en émeuvent et laissent entendre que la Pologne s'éloignerait de l'Union européenne, voire se rapprocherait, à l'instar de la Hongrie et de la Slovaquie, de la Fédération de Russie.

Il est en effet incontestable que les céréales ukrainiennes se sont littéralement déversées en Pologne, y entraînant un effondrement des cours intérieurs dommageable aux céréaliculteurs polonais.

Mais pourquoi cela s'est-il produit ? Dès l'instauration du premier [blocage de la mer Noire](#) en juillet 2022, les producteurs céréaliers ukrainiens ont cherché des alternatives. [L'accord obtenu par le secrétaire général de l'ONU](#) et le président de la Turquie a certes permis la reprise de la circulation des navires, mais avec des délais très élevés, liés aux procédures d'inspection à l'entrée comme à la sortie de la mer Noire, générant des hausses considérables des coûts de transit (immobilisations, contrôles, assurances...).

Coûts logistiques et corruption

Pour la campagne 2022-2023, une trentaine de millions de tonnes ont été exportées depuis les ports ukrainiens de la mer Noire, laissant plus de dix millions de tonnes à exporter par les voies continentales (Danube, routes et voies ferrées), selon [l'Union des producteurs de grain ukrainien](#).

Lire aussi : [Comprendre les tensions entre la Pologne et l'Ukraine, de l'exportation des céréales à l'imbroglio sur les livraisons d'armes](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Face à cette situation, les producteurs ukrainiens ont recherché toutes les alternatives possibles à la mer Noire, pourtant de loin la moins chère pour le transport massif des pondéreux agricoles. Ils ont en premier lieu mobilisé le transport routier et leur réseau ferroviaire pour rejoindre les ports roumains de la mer Noire et surtout ceux du Danube. Mais là aussi, les coûts logistiques se sont envolés, et avec une forte corruption.

Les exportateurs ukrainiens ont donc cherché à valoriser les gares dites « de passage » où les voies à l'écartement soviétique sont parallèles à des voies au standard européen qui ouvrent l'accès, après transbordement à quai, aux sillons ferroviaires permettant de rejoindre les grands ports d'exportation européens. Dans l'attente de pouvoir y accéder, les Ukrainiens, dont les céréales sont devenues la première source de recettes d'exportation, ont utilisé toutes les possibilités de stockage intermédiaire qu'ils ont pu trouver en Pologne...

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« Il est urgent d'ouvrir des sillons ferroviaires à travers l'Europe pour exporter le blé ukrainien »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Mais faute de pouvoir concrétiser leurs exportations vers les pays importateurs, tout en ayant à supporter les coûts de location des silos, s'ajoutant aux coûts de transport déjà élevés, les Ukrainiens ont été conduits à céder sur place leurs grains bien en dessous des cours mondiaux.

Vente à perte

Lors d'un voyage cet été en Ukraine, un agriculteur français implanté sur près de 10 000 hectares à Pavlograd (région de Dnipropetrovsk, au centre de l'Ukraine) me confirmait qu'il devait vendre son blé entre 120 et au mieux 150 dollars américains (environ entre 114 et 143 euros) la tonne, alors que le cours mondial (cotation spot du Matif), qui flirtait avec les 300 dollars la tonne il y a un an, s'établit maintenant autour de 250 dollars la tonne.

Un producteur ukrainien de la région de Loutsk (nord-ouest de l'Ukraine), qui exploite un peu plus de 11 000 hectares, m'a pour sa part indiqué qu'il était obligé de vendre dans la même gamme de prix, alors que les prix coûtants se situent entre 150 et 200 dollars américains la tonne.

Lire aussi : Article réservé à nos abonnés [« L'Union européenne ne retrouvera une voix puissante dans le concert des nations que si elle assure sa souveraineté alimentaire »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

Les producteurs ukrainiens sont donc compétitifs par rapport aux céréaliers européens, et notamment polonais, qui s'alignent sur le cours mondial, au seul bénéfice de quelques traders internationaux. Les Ukrainiens sont bien obligés de vendre, éventuellement à perte, car la nouvelle récolte de juillet arrive et doit être stockée.

En proposant des prix en dessous des prix intérieurs polonais, ils séduisent les éleveurs de Pologne, qui ont évidemment su profiter de cette aubaine, au détriment de l'offre de leurs compatriotes producteurs céréaliers, qui sont donc à la peine pour leur mise en marché, alors que leurs coûts de production sont supérieurs au prix des grains ukrainiens.

Un signal d'alerte

La réaction polonaise est un signal d'alerte d'autant plus fort qu'une nouvelle ouverture de la mer Noire aux chargements ukrainiens reste encore incertaine, après le récent échec des intermédiations de l'ONU et de la Turquie, et avec des incertitudes sur l'ouverture d'un nouveau chenal sécurisé dans les eaux territoriales roumaines.

Cette crise révèle à l'évidence un manque cruel de vision de l'Union européenne, incapable d'envisager une coopération gagnante-gagnante avec l'Ukraine. L'Europe, la France surtout, perd des parts de marché en Egypte, en Algérie, au Maroc et en Afrique. En Russie, les entreprises agricoles accroissent sensiblement leurs capacités de production en valorisant une forte industrie nationale des engrais, et un renouveau des industries semencières.

Lire aussi l'entretien : Article réservé à nos abonnés [Guerre en Ukraine : « Nous produisons le blé, mais il ne peut pas sortir du pays »](#)

Ajouter à vos sélections Ajouter à vos sélections

La Russie mobilise sa diplomatie pour répondre aux besoins des pays structurellement importateurs, comme elle vient de le faire le 27 juillet en recevant quarante-neuf pays africains au sommet de Saint-Pétersbourg. Malgré les surcoûts, et éventuellement avec des ventes à perte, la Russie promet des grains en dessous des cours mondiaux à des pays qu'elle

peut rejoindre via les ports iraniens, voire les ports chinois en utilisant les voies transsibériennes incluses dans les « nouvelles routes de la soie » chinoises.

Sans attendre une [adhésion de l'Ukraine à l'UE](#), il faut engager une ambitieuse stratégie agricole qui, en réunissant les 48 [millions d'hectares de terres agricoles de l'Ukraine](#), parmi les plus fertiles du monde, aux 155 millions d'hectares de l'Union européenne, ferait de cette association la première puissance agricole mondiale, capable de peser sur les cours et de répondre à des prix acceptables aux demandes des pays dont, pendant longtemps encore, les agricultures ne pourront pas couvrir les besoins alimentaires. Faciliter vraiment les exportations agricoles n'est-elle pas une des meilleures aides que l'Europe puisse apporter à l'Ukraine et à elle-même ?

Expert indépendant, **Jean-Jacques Hervé** est président honoraire de l'Académie d'agriculture de France. Il a été conseiller agricole à Moscou (1997-2003), conseiller agricole du gouvernement d'Ukraine (2005-2008), et responsable pour l'agriculture du groupe Crédit agricole en Ukraine (2009-2018).

[Jean-Jacques Hervé\(Conseiller du commerce extérieur de la France\)](#)

L'espace des contributions est réservé aux abonnés.

Abonnez-vous pour accéder à cet espace d'échange et contribuer à la discussion.

[S'abonner](#) [Contribuer](#)